

Un appel de 22 intellectuels⁽¹⁾

■ Les athlètes qui défilèrent devant Xi Jinping et les caciques du Parti unique se rendront complices d'une grossière opération de propagande en jouant consciencieusement les marionnettes d'un théâtre d'ombres chinoises.

cou, par exemple, permirent de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les crimes de la bureaucratie soviétique (les gou-lags, la psychiatisation forcée, la rectification idéologique des opposants, le dopage d'État des sportifs-soldats, etc.) et d'envoyer un message de soutien aux dissidents démocrates traqués par le KGB.

Souvenirs de Berlin

Il n'a par contre jamais été démontré que les sportifs constitueraient un "soft power très puissant" capable de faire douter de leurs forces les régimes totalitaires comme le pensent deux journalistes sportifs du *Monde*, qui répètent en boucle les slogans du lobby olympique en imaginant "les consciences politiques et la parole des sportifs [...] libérées" et en croyant naïvement que sous l'étroite surveillance du Guoanbu (Sûreté de l'État) "la 'déstabilisation' des Jeux olympiques que craignent leurs organisateurs pourrait finalement, plus que des États, venir des sportifs eux-mêmes" (*Le Monde*, 5 janvier 2022).

Le mythe d'un Jesse Owens quadruple médaillé d'or à Berlin en 1936 qui aurait fait trembler l'Allemagne nazie a la vie dure... La vérité historique est que la "grandiose réussite des Jeux de Berlin" qui a contribué à la "glorification du régime nazi" (Pierre de Coubertin, *Le Journal*, 27 août 1936) fut une étape décisive dans la légitimation du régime hitlérien et conduisit la Wehrmacht national-socialiste à la guerre impérialiste que l'on sait.

L'alignement sur la stratégie de Pékin

Les athlètes qui défilèrent devant Xi Jinping et les caciques du Parti unique se rendront complices d'une grossière opération de propagande en jouant consciencieusement les marionnettes d'un théâtre d'ombres chinoises. Deve-

nus des marchandises d'exportation sur les places financières du marché mondialisé, les sportifs ne sont guère plus que des pions dans l'échiquier politique. Lors des Jeux, ils seront les gladiateurs de Xi Jinping et, si la guerre contre Taïwan devait avoir lieu (ou celle de la Russie contre l'Ukraine – bis repetita...), leurs médailles seront de pitoyables breloques commémoratives d'une infamie.

Il est donc ridicule de soutenir comme Lukas Aubin qu'il serait "aujourd'hui, beaucoup plus efficace d'être présent lors de l'événement qu'absent" (*France Culture*, 6 janvier 2022). On a vu lors des Jeux de Pékin 2008 quel fut le destin des petits badges nunuches "Pour un monde meilleur" que les sportifs français voulaient arborer sur leurs équipements: au placard! Le choix de Thomas Bach et de la nomenclatura olympique de confier à un pays liberticide et va-t-en-guerre la possibilité de "mettre le sport au service de l'humanité" selon la pompeuse sophistique de la "trêve olympique", de "l'indépendance du sport" et de "l'universalité de ses valeurs" est le choix de l'alignement pur et simple sur la stratégie d'hégémonie géopolitique d'un régime qui entend faire régner sa loi par tous les moyens. Dans la ligne de l'appel collectif paru dans *Le Figaro* le 8 décembre 2021 nous dénonçons ce choix en appelant à boycotter clairement et distinctement les Jeux de Pékin!

→ (1) Signataires (la liste complète est disponible sur notre site): Dominique Baqué, philosophe, historienne et critique d'art; Pascal Bruckner, philosophe et écrivain, Paris; Marie Holzman, sinologue, présidente de l'association Solidarité Chine; Fabien Ollier, directeur de la revue "Quel Sport?"; Daniel Salvatore Schiffer, philosophe et écrivain.

OPINION

Pour une commission consacrée à la protection des personnes sans papiers

■ Pour nous, missionnaires, l'essentiel est que la Belgique trouve le moyen de garantir les droits humains à des personnes qui ne quitteront de toute façon pas le sol belge.

Un appel signé par près de 30 responsables d'instituts missionnaires en Belgique⁽¹⁾

Nous, missionnaires qui avons vécu dans divers pays de l'hémisphère sud, avons un très bon souvenir de l'hospitalité de ces populations. Certains d'entre nous ont été témoins de la souffrance de leurs semblables sur le terrain, sous les dictatures, les guerres, les persécutions, l'exploitation, l'accaparement des terres, l'appauvrissement sous le poids de la dette de leur pays, les problèmes liés au réchauffement climatique... Nous comprenons leur désir de fuir leur pays au péril de leur vie.

Une fois arrivés en Belgique, ils sont malheureusement déçus car il leur est impossible de dénoncer la violation des droits du travail: salaires de misère, licenciements arbitraires sans salaire, journées de travail de dix heures, dortoirs infâmes... parce qu'ils risquent d'être expulsés et/ou emprisonnés. Il en va de même pour les cas de harcèlement sexuel, de viol ou d'accident du travail.

Par conséquent, face à cette situation de violation des droits humains, nous, missionnaires, demandons au gouvernement d'établir sans délai une nouvelle commission parlementaire qui s'occuperait de la protection des droits de ces personnes résidant sur notre territoire. Elle devrait notamment examiner ce qui se fait sur d'autres continents, comme les accords entre les États-Unis et divers pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud concernant des offres d'emploi spécifiques. Cette commission devrait également vérifier, par le biais du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, quelles sont les conventions en vigueur dans les différents pays asiatiques, qui pourraient peut-être être suivies.

Pour nous, anciens missionnaires, l'essentiel est que la Belgique trouve le moyen de garantir les droits humains à des personnes qui ne quitteront de toute façon pas le sol belge: possibilité de se marier, avoir un per-

mis de conduire, ouvrir un compte en banque, s'inscrire dans une école supérieure, à l'Onem, mutuelle, transférer de l'argent avec Western Union, héritage, emprunter pour achat maison ou véhicule... Nous sommes conscients que c'est une tâche difficile pour une telle Commission, car il faut également éviter un appel d'air, mais ce serait un honneur pour la Belgique, et aussi une réponse partielle au manque de candidats pour certaines professions.

→ (1) Signataires: Martin Mvibudulu, provincial des Scheutistes; Michel Huck, provincial des Spiritains; Claude Stockebrand, provincial des religieux des Sacrés-Cœurs de Picpus; Yvo Wellens, Witte Paters, provinciaal gedelegeerde voor België; Yvonne Verhaegen, Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg, déléguée pour la Belgique; Frère Robert Thunus, provincial des Frères maristes; Sr. Claudine Verhoeven, Franciscaines missionnaires de Marie, déléguée provinciale; Machiels Cécile, Dereau Michelle, Laignelet Marie-Reine, sœurs de Sainte Ursule de Dole; François Dupont veraantwoordelijk van de Oblaten; Prieur des Missionnaires dominicaines de Fichermont: Marianne Goffoël; Caniel Cosyn, supérieur provincial des Oblats (OMI); Dirk De Vis voorzitter van de Commissie Gerechtigheid en Vrede en Heelheid van de Schepping MSC van de Missionarissen van het H. Hart; S. Nicole Leblanc, Ursulines, responsable régionale; Sr. Pauline Matebo, modératrice provinciale des Sœurs de Notre-Dame de Namur; Sœur Marie-Henriette Leconte et Marie Geneviève Fossaert, responsables zone franco-belge des Sœurs de la S^{te}-Union; Suzy Deman, provinciaal Dochters van Maria; Sr. Epenge, responsable déléguée des Sœurs de Ste Marie de Namur; Sr. Chantal Gérard, responsable générale de des Salésiennes de la visitation; Sr. Edith Pirard, déléguée générale, sœurs blanches Congrégation Notre-Dame CND; Rosette Dirix responsable des religieuses hospitalières du Sacré-Cœur. – CSA; Sœurs FCM/DHM Filles du cœur de Marie.

Avec le soutien des PP sj. Paul Tihon, Paul Mayence et Jean-Marie Faux.